



Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores

N°22



www.banque-comores.km

AVANT PROPOS	1
I. EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX	2
1.1. <i>Baisse des exportations de biens par rapport au dernier trimestre 2018</i>	2
1.2. <i>Contraction des importations de biens par rapport au dernier trimestre 2018</i>	4
II. EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE	6
2.1. <i>La masse monétaire et ses contreparties</i>	6
2.2. <i>L'activité bancaire</i>	8
2.3. <i>La chambre de compensation</i>	11
2.4. <i>Les opérations de change manuel et transferts d'argent</i>	11
2.5. <i>Taux d'intérêt et de change</i>	13
III. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION	13
IV. NOTE THEMATIQUE : ANALYSE DE L'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS EN UNION DES COMORES	15
4.1. <i>Caractéristiques du système financier comorien</i>	15
4.2. <i>Utilisation des services financiers par la population comorienne</i>	17
4.3. <i>Les Modèles de crédits et d'épargne aux Comores</i>	18
4.4. <i>Les obstacles liés à l'inclusion financière aux Comores</i>	19
ANNEXES :	23

AVANT PROPOS

Au premier trimestre 2019, l'activité économique est marquée par un repli cyclique lié à la saisonnalité de certains indicateurs (statistiques monétaires et financières, certaines données du commerce extérieur...). Cependant, l'analyse en glissement annuel témoigne d'une amélioration de la plupart des indicateurs par rapport au premier trimestre 2018.

Le commerce de biens avec l'extérieur est marqué par un repli des échanges commerciaux de 24,6%, sous l'effet d'une baisse des exportations de 45,8% et des importations de biens de 19,2% sur la période.

Pour sa part, le secteur bancaire est marqué par une consolidation du total des bilans autour de 127 milliards, en liaison avec la légère baisse de l'encours de crédits par rapport au dernier trimestre 2018.

Les achats de devises et les transferts d'argent via les sociétés spécialisées enregistrés par le système bancaire et financier ont baissé de 3,3% par rapport au dernier trimestre 2018, passant de 17,1 milliards à fin décembre 2018 à 16,5 milliards trois mois après. En revanche, en glissement annuel, ces envois de fond ont augmenté de 18,8%.

Au niveau du secteur monétaire, l'agrégat le plus large, M2, a baissé de 2,3% par rapport au quatrième trimestre 2018, s'établissant à 135,3 milliards à fin mars 2019 contre 138,5 milliards un trimestre avant, sous l'impulsion de la baisse des avoirs extérieurs nets (-4,8%) et du crédit intérieur (-1,8%). Cependant par rapport à fin mars 2018, la masse monétaire a affiché une progression de 5,9%, en liaison avec l'amélioration de 4,8% des avoirs extérieurs nets.

La perception de la conjoncture par les chefs des établissements de crédit affiche un recul de l'activité dans le secteur bancaire contraint par un environnement économique peu favorable. En effet, le solde d'opinion ressorti au premier trimestre 2019 est négatif comme au dernier trimestre 2018. Toutefois, ces mêmes dirigeants tablent sur des perspectives favorables avec une amélioration de l'environnement économique au deuxième trimestre 2019.

La partie thématique de ce numéro, propose un point sur la situation de l'accès aux services financiers par la population comorienne. Il apparaît clairement que :

- L'insuffisance des infrastructures financières et des canaux de distribution ;
- Les coûts et les frais appliqués par les institutions financières ;
- Une forte asymétrie d'informations provoquée par le faible niveau d'éducation financière ;

constituent des barrières importantes à l'accès aux services financiers aux Comores.

Si l'on veut atténuer ces problèmes, il faut déployer des efforts supplémentaires pour renforcer les capacités, tant du côté des BEFs que du côté des clients, et lever les obstacles ayant trait à :

- l'absence d'éducation financière,
- la faiblesse des revenus,
- la faiblesse de la bancarisation (taux de couverture bancaire faible),
- l'offre limitée de produits financiers attractifs.

Plusieurs solutions innovantes, qui tirent notamment parti des progrès technologiques avec notamment les Fintech, pourraient changer la donne.

Dr Younoussa Imani

Gouverneur

I. Evolution des échanges commerciaux

Au premier trimestre 2019, le commerce extérieur est marqué par un repli des échanges commerciaux (-24,6%) par rapport au dernier trimestre 2018, entraînant une amélioration du déficit commercial, passant de 20,9 milliards au quatrième trimestre 2018 à 18,8 milliards au premier trimestre 2019. Cette situation est liée simultanément à une baisse des exportations (-45,8%) et des importations de biens (-19,2%) sur la période. En conséquence, le taux de couverture des

importations par les exportations a baissé, s'établissant à 17,04% contre 25,4% au dernier trimestre 2018.

En revanche, en glissement annuel, le déficit commercial s'est détérioré de 15,7% sous les effets combinés de la progression des exportations (+67,1%) et de celle des importations de biens (+22,1%) par rapport au premier trimestre 2018.

Tableau 1 : Evolution des indicateurs en millions FC sauf indication

Données FOB	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018	T1.2019
Exportations	2 309,7	1 908,2	6 178,5	7 118,8	3 858,6
Importations	18 543,5	30 114,2	24 289,6	28 038,3	22 642,6
Echanges commerciaux	20 853,3	32 022,4	30 468,1	35 157,1	26 501,6
Balance commerciale	-16 233,8	-28 206,0	-18 111,2	-20 922,5	-18 783,9
Taux de couverture (%)	12,46	6,34	25,44	25,39	17,04

Source : Banque Centrales des Comores

1.1. Baisse des exportations de biens par rapport au dernier trimestre 2018

Les exportations de biens sont évaluées à 3,9 milliards au premier trimestre 2019 contre 7,1 milliards au trimestre précédent, soit un repli de 45,8%. Cette évolution est imputable aux produits alimentaires (-89,9 millions), aux biens d'équipement (-6,1 millions), aux biens combustibles (-64,6 millions), au girofle (-3,03 milliards) et à l'ylang-ylang (-150,8 millions). Principalement constitué de produits de

rentes, ces derniers sont estimés à 3,7 milliards au premier trimestre 2019 contre 6,7 milliards au trimestre précédent.

Ces produits de rente ont représenté 96,3% des exportations totales au premier trimestre 2019, dont 38,0% pour l'ylang-ylang, 4,1% pour le girofle et 54% pour la vanille.

Figure 1 : Exportations par catégorie de biens au premier trimestre 2019

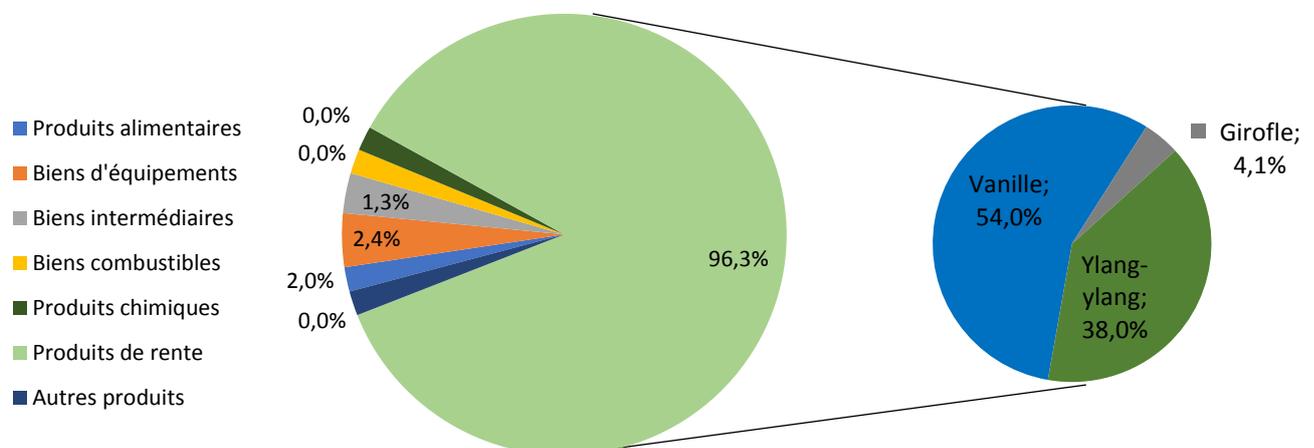


Tableau 2 : Evolution des produits d'exportation en millions FC

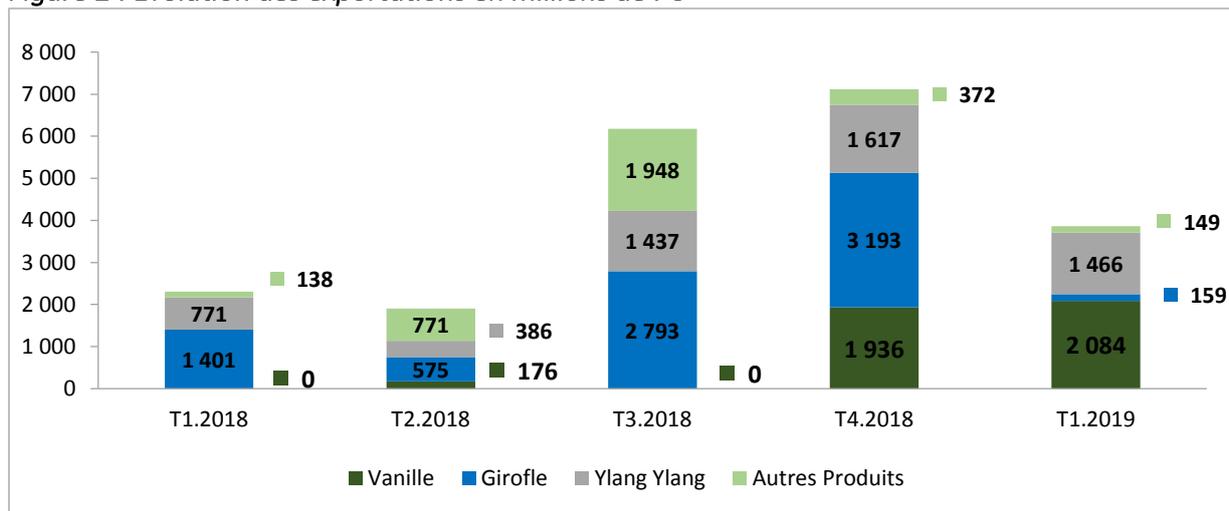
Produits	Montant en millions FC					Variation (%)	
	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018	T1.2019	Trimestrielle	Gliss.Annuel
Vanille	0	176	0	1 936	2 084	7,6	
Girofle	1 401	575	2 793	3 193	159	-95,0	-88,6
Ylang - ylang	771	386	1 437	1 617	1 466	-9,3	90,2
Autres Produits	138	771	1 948	372	149	-60,1	7,8
Total	2 310	1 908	6 178	7 119	3 858,6	-45,8	67,1

Sources : Douanes, BCC

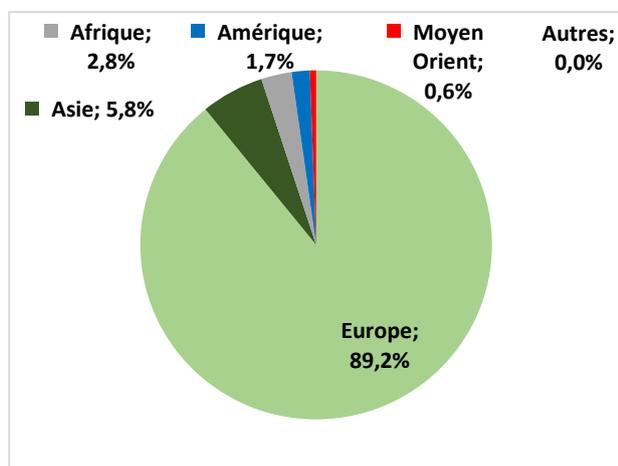
- Les exportations de vanille sont estimées à 2,8 milliards au premier trimestre 2019, en hausse de 7,6% par rapport au trimestre précédent.
- En revanche, les recettes de girofle et d'Ylang-ylang ont baissé pour s'établir respectivement à 0,2 milliard et 1,5 milliard

au premier trimestre contre 3,2 milliards et 1,6 milliard au dernier trimestre 2018.

- Toutefois, en comparaison avec le premier trimestre 2018, seul le girofle a enregistré une baisse au niveau des produits exportés (-88,6%).

Figure 2 : Evolution des exportations en millions de FC


Source : BCC



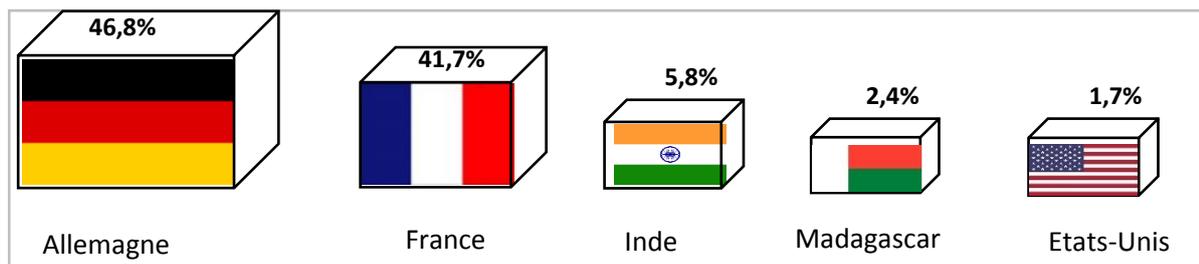
Par zone géographique, l'Europe reste la première destination des produits comoriens. La vanille et les essences d'ylang-ylang étant très appréciées par les entreprises européennes. Dans ce marché, la France garde sa première place malgré le repli de sa part dans le total des produits comoriens vendu en Europe (46,8% au premier trimestre 2019).

Le marché asiatique, toujours en deuxième position n'a capté que 5,8% des exportations au premier trimestre contre 36,2% au dernier

trimestre 2018. Ces exportations ont été totalement destinées vers l'Inde et sont principalement composées des produits alimentaires, des biens intermédiaires et du girofle. Pour le marché africain, le COMESA demeure la principale destination des produits comoriens. Cette sous-région a capté près de 88,9% des produits vendus dans le marché africain, qui sont des biens

d'équipement généralement usés. Par ailleurs, une analyse par pays de destination nous indique que l'Inde a été détrônée par l'Allemagne qui occupe la première place dans la destination des exportations avec 46,9% des exportations. Suivi de la France qui a capté 41,7% des exportations totales composées principalement de girofle et des essences d'ylang-ylang.

Figure 3 : Top 5 de destinations pour les exportations comoriennes au 1^{er} trim. 2019 (en % du total)



Source : BCC

1.2. Contraction des importations de biens par rapport au dernier trimestre 2018

Les importations CAF se sont établies à 26,6 milliards au premier trimestre 2019, en baisse de 19,2% par rapport au dernier trimestre 2018. Cette situation est liée à l'évolution des

produits alimentaires (-2,7%), des biens d'équipement (-53,3%) et des biens intermédiaires (-12,9%).

Tableau 3 : Evolution des produits importés en millions FC

Produits	Montant en millions FC				T1.2019	Variation (%)	
	T1.2018	T2.2018	T3.2018	T4.2018		Trimestrielle	Gliss. Annuel
Produits alimentaires	6 208	8 024	10 414	9 319	9 066	-2,7%	46,0%
Produits énergétiques	6 322	6 728	5 845	7 093	7 380	4,1%	16,7%
Biens d'équipement	4 127	14 674	5 820	8 416	3 933	-53,3%	-4,7%
Biens intermédiaires	4 602	5 162	5 639	6 143	5 348	-12,9%	16,2%
Autres Produits	555	840	858	2 018	912	-54,8%	64,2%
Total	21 816	35 428	28 576	32 989	26 638	-19,2%	22,1%

Sources : Douanes, BCC

Les produits alimentaires se sont établis à 9,1 milliards au premier trimestre 2019 contre 9,3 milliards au trimestre précédent, en liaison avec les contrastes affichés au niveau des produits contenu dans ce panier :

- Les produits carnés ont enregistré une baisse de 19,4% et 27,9% respectivement par rapport au dernier trimestre 2019.
- Les importations de poissons et de volaille ont également baissé entre les deux derniers trimestres.

- Pour les produits céréaliers, seul le riz a accusé une baisse. Les importations de ce produit se sont établies à 2,8 milliards au premier trimestre 2019 contre 4,4 milliards au trimestre précédent, soit une baisse de 35,5%.

- S'agissant des condiments, seules les importations de sucre ont enregistré une baisse (-44,5% par rapport au dernier trimestre 2018). Les autres produits comme

le café, les huiles de cuisines étant en forte hausse.

- Les produits laitiers ont également accusé un repli au niveau de ses importations par rapport au dernier trimestre 2018 (-11,4%).

- En revanche, les importations de boissons ont accusé une forte hausse entre les deux derniers trimestres : +47,2% pour les boissons non alcoolisées et +32,6% pour les autres boissons.

Les biens d'équipement pour leur part se sont établis à 3,9 milliards au premier trimestre 2019 contre 8,4 milliards au trimestre précédent, en liaison avec la baisse des importations de certains biens, notamment les meubles (-3,9%), les produits électroménagers (-22,2%), les équipements médicaux (-75,5%).

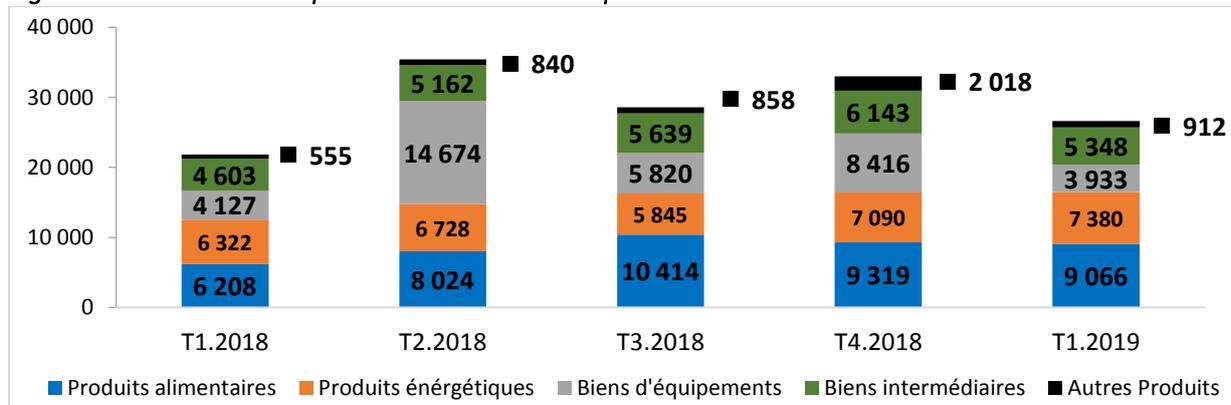
Les importations de biens intermédiaires ont également baissé pour s'établir à 5,3 milliards

contre 6,1 milliards au dernier trimestre 2018, en liaison avec la baisse des importations des planches (-24,7%), de la quincaillerie (-47,5%). Le ciment, le fer et les tôles ont cependant, accusé une forte hausse au niveau de leurs importations.

En revanche, les produits énergétiques ont augmenté de 4,1% par rapport au dernier trimestre 2018 pour s'établir à 7,4 milliards contre 7,1 milliards. Ce repli est lié à la contraction des importations de gazole (-12,8%).

Toutefois, en glissement annuel, les importations de biens ont augmenté de 22,2% par rapport au premier trimestre 2018, en liaison avec la progression des importations de produits alimentaires (+46,0%), des produits énergétiques (+16,7%) et des biens intermédiaires (+16,2), les importations de biens d'équipement étant en baisse (-4,1%).

Figure 4 : Evolution des importations en millions FC par nature

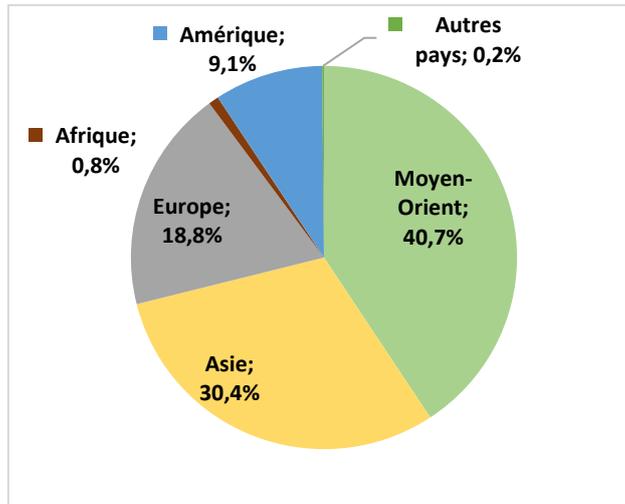


Sources : Douanes, SCH, BCC

Par zone géographique, le Moyen-Orient garde sa première place en tant que fournisseur des Comores au premier trimestre 2019. Dans ce marché, les importations (principalement composées par des produits pétroliers) se sont élevées à 10,8 milliards contre 11,6 milliards au dernier trimestre 2018. Les Emirats Arabes Unis restent les principaux fournisseurs des Comores dans le marché du Moyen-Orient. En deuxième position avec 30,4% de part

dans le total des importations au premier trimestre, le marché asiatique a enregistré un repli de ses ventes aux Comores de 4,6 points. Ce repli est lié à la baisse des importations de certains produits achetés dans ce marché. Toutefois, la Chine reste le principal fournisseur des Comores dans ce marché, même si elle ne détient que 24,4% de part dans le total des importations du marché asiatique.

Occupant la troisième place de fournisseur des Comores, le marché européen a fourni 18,8% des importations au premier trimestre 2018 contre 19,5% au dernier trimestre 2018. Sur ce marché, la France demeure le principal fournisseur des Comores avec 65,1% de part des importations en provenance d'Europe.

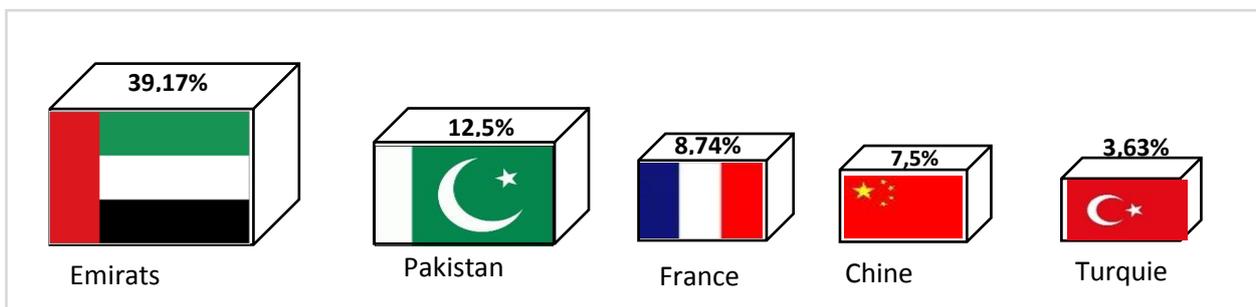


Comores, plus principalement Maurice et Madagascar qui ont capté respectivement 51,6% et 21,0%. Par ailleurs, les Emirats Arabes Unis restent de loin les principaux fournisseurs des Comores grâce à leur approvisionnement en produits pétroliers, avec une part de 39,17% dans le total des importations au premier trimestre,

Du côté du marché africain, les importations se sont établies à 2,4 milliards, en baisse de 23% par rapport au quatrième trimestre 2018. Dans ce marché, les pays du COMESA demeurent les principaux fournisseurs des

en hausse de 4,8 points par rapport au trimestre précédent. Le Pakistan garde sa deuxième position malgré le repli de sa part au profit des autres pays (12,5% contre 13,1% au dernier trimestre 2018).

Figure 5 : Top 5 de provenance pour les importations des Comores au 1^{er} trimestre 2019 en % du total



Source : BCC

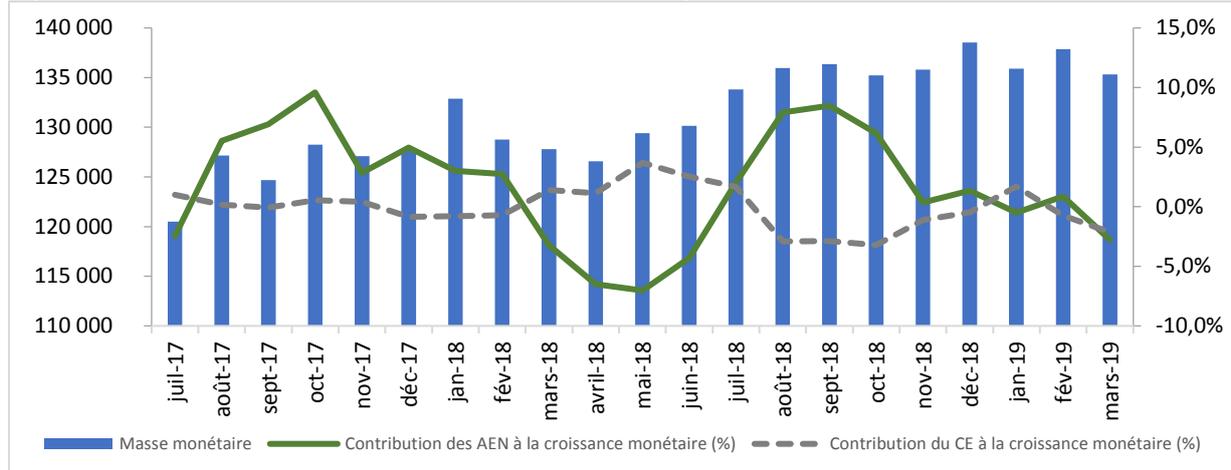
II. Evolution de la situation monétaire

2.1. La masse monétaire et ses contreparties

La masse monétaire a enregistré une baisse de 2,3% entre le dernier trimestre 2018 et le premier trimestre 2019, passant de 138,5 milliards à fin décembre 2018 à 135,3 milliards fin mars 2019. Cette contraction est liée à une baisse simultanée des avoirs

extérieurs nets (-4,8%) et du crédit intérieur (-1,8%).

Toutefois, en glissement annuel, la masse monétaire a affiché une progression de 5,9%, en liaison avec l'amélioration de 4,8% des avoirs extérieurs nets.

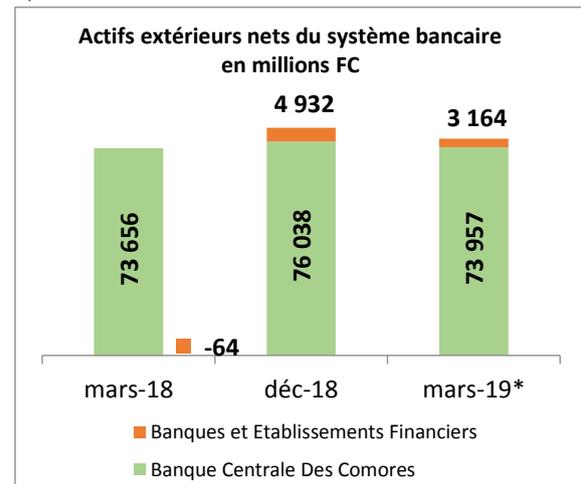
Figure 6 : Evolution des indicateurs en millions FC, sauf indication


Source : BCC

2.1.1. Baisse des actifs extérieurs nets par rapport à fin décembre 2018

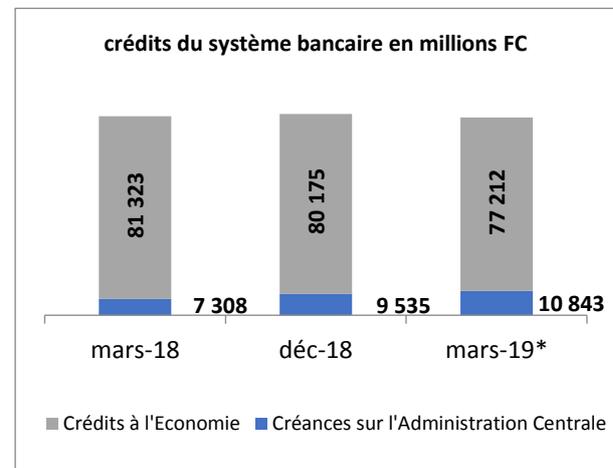
A fin mars 2019, les actifs extérieurs nets ont connu une baisse de 4,8%, s'établissant à 77,1 milliards contre 81 milliards à fin décembre 2018. Cette situation s'explique en grande partie par la baisse des actifs extérieurs bruts du système dans son ensemble, en dépit de leur augmentation observée pour les mois de janvier et février 2019 au sein de la Banque Centrale. Pour ce qui est des engagements extérieurs, ils sont restés stables durant la période aussi bien au niveau de la Banque Centrale qu'au sein des autres institutions de dépôts. A noter également que cette tendance à la baisse en début d'année des actifs extérieurs nets, a été observée entre

décembre 2017 et mars 2018, cette fois à -5,3%.



2.1.2. Affaiblissement du crédit intérieur par rapport au dernier trimestre 2018

L'encours du crédit intérieur a enregistré une baisse de 1,8%, passant de 89,7 milliards à fin décembre 2018 à 88 milliards à fin mars 2019. Cette baisse est beaucoup plus liée à celle des crédits à l'économie. En effet les créances nettes sur l'administration centrale ont enregistré une hausse de 13,7%. En revanche l'encours des crédits à l'économie, notamment le crédit accordé au secteur privé a baissé de 4,1%, passant de 78,1 milliards à fin décembre 2018 à 74,9 milliards à fin mars 2019.



2.1.3. Composantes de la masse monétaire

L'agrégat **M1-Moyens de paiements** a enregistré une baisse de 7,1%, passant de 92,8 milliards en décembre 2018 à 86,6 milliards en mars 2019. Plus concrètement la circulation fiduciaire hormis les encaisses des autres institutions de dépôts (AID), qui par ailleurs représente 26,2% de la masse monétaire, est restée quasiment stable autour de 35,5 milliards en moyenne durant la période. En revanche les dépôts transférables, 37,8% de la masse monétaire ont fortement diminué, passant de 56,9 milliards en décembre 2018 à 51,1 milliards en mars 2019. L'agrégat **M2-M1**, 36% de la masse monétaire, représentant les dépôts d'épargne à vue et à terme a augmenté, passant de 45,7 milliards en décembre 2018 à

48,7 milliards en mars équivalent à une hausse de 6,5%.

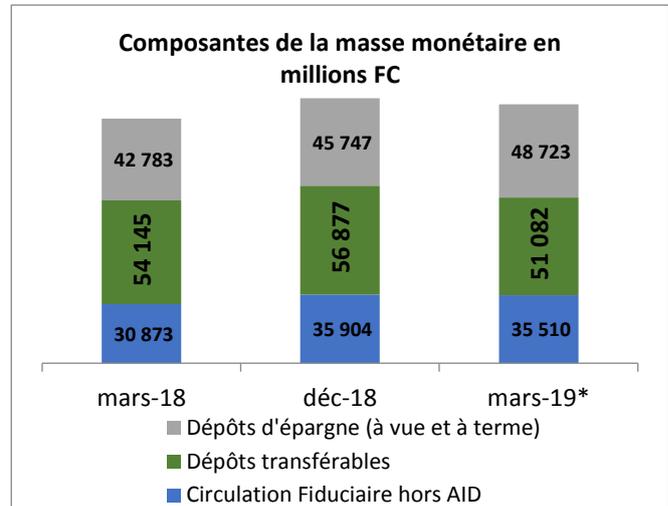


Tableau 4 : Evolution de la masse monétaire en millions FC, sauf indication

Rubriques (en millions FC)	mars-18	déc-18	mars-19*	Variation trimestrielle		Variation en g. annuel	
				Absolue	Relative (%)	Absolue	Relative (%)
Masse Monétaire	127 802	138 528	135 315	-3 213	-2,3	7 513	5,9
Circulation Fiduciaire (-AID)	30 873	35 904	35 510	-394	-1,1	4 637	15
Dépôts transférables	54 145	56 877	51 082	-5 795	-10,2	-3 063	-5,7
Dépôts d'épargne	42 783	45 747	48 723	2 975	6,5	5 939	13,9
Actifs Extérieures Nets	73 592	80 970	77 121	-3 849	-4,8	3 529	4,8
AEN-BCC	73 656	76 038	73 957	-2 081	-2,7	301	0,4
AEN-BEF	-64	4 932	3 164	-1 768	-35,9	3 227	-
Crédit Intérieur	88 631	89 711	88 056	-1 655	-1,8	-575	-0,6
A l'Etat	7 308	9 535	10 843	1 308	13,7	3 535	48,4
A l'économie	81 323	80 175	77 212	-2 963	-3,7	-4 110	-5,1
Autres Postes Nets	- 34 421	- 32 152	- 29 862	2 290	-7,1	4 559	-13,2

Source : Banque Centrale des Comores, * chiffres provisoires

2.2. L'activité bancaire

Comme au dernier trimestre 2018, le premier trimestre 2019 est marqué par une consolidation du total des bilans autour de

127 milliards, en liaison avec la légère baisse (-0,2%) de l'encours du crédit par rapport au trimestre précédent.

2.2.1 Contraction de l'encours de crédit par rapport au dernier trimestre 2018

Les crédits accordés par les banques et établissements financiers se sont légèrement contractés de 0,2% pour s'établir à 79,9 milliards à fin mars 2019 contre 80,1 milliards à fin décembre 2018. Cette évolution est liée

à la baisse des crédits à court et à long terme de respectivement 2,1% et 9,7%, toutefois atténuée par la hausse des crédits à moyen terme.

En effet, les crédits à court terme se sont établis à 33,8 milliards au premier trimestre 2019 contre 34,6 milliards trois mois avant, en liaison avec le repli des crédits à court terme octroyés aux entreprises privées (-5,4%) et aux particuliers (-2,1%).

Pour ce qui des crédits à long terme, l'encours à fin mars 2019 est évalué à 4,9 milliards contre 5,4 milliards sous l'impulsion des crédits à long terme accordés aux entreprises privées (-21,9%).

En revanche, l'encours des crédits à moyen terme a atteint 20,6 milliards au premier trimestre 2019 contre 19,9 milliards au dernier trimestre 2018, enregistrant une progression de 3,1%. Cette évolution est liée à la hausse des crédits à moyen terme accordés aux particuliers sur la période.

En glissement annuel, les crédits accordés sur le territoire par le système bancaire ont baissé de 1% par rapport à fin mars 2018 en liaison avec les évolutions contrastées des crédits par échéance :

- Les crédits à court terme ont baissé de 0,8% par rapport au premier trimestre 2018,

sous l'effet de la contraction des crédits à court terme octroyés aux entreprises privées (-11,7%) ;

- Les crédits à moyen terme ont affiché un repli de 7,3% par rapport au premier trimestre 2018, en liaison avec le recul de ceux accordés aux entreprises publiques (-28,9%) et privées (-39,2%) ;

- En revanche, les crédits à long terme ont augmenté de 2,6% par rapport au premier trimestre 2018, sous l'impulsion de ceux accordés aux particuliers (+16,8%).

En termes de répartition, les entreprises privées et particuliers continuent de bénéficier plus de 2/3 du financement bancaire, en dépit de la baisse de leur part dans celui-ci. En effet, leurs parts de crédits dans le total accordé par les établissements de crédit se sont établies à 34,0% et 56,5% à fin mars 2019 contre 38,8% et 56,8% respectivement à fin décembre 2018. En revanche, les entreprises publiques ont vu leur part de crédit dans le total se consolider à 0,3% pour se situer à 2,8% au premier à fin mars 2019 après 2,5% à fin décembre 2018.

Tableau 5 : Répartition des crédits par catégorie, en pourcentage du total

Crédits par catégories	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2019 T1
Entreprises publiques	2,82	4,04	3,29	2,5	2,8
Entreprises privées	41,04	36,30	38,23	38,8	34,0
Ménages (yc secteur informel)	53,94	57,25	56,43	56,8	56,5
Autres	2,20	2,42	2,04	2,0	6,6

Source : Banque Centrale des Comores

2.2.2. Contraction de l'encours des dépôts par rapport à fin décembre 2018

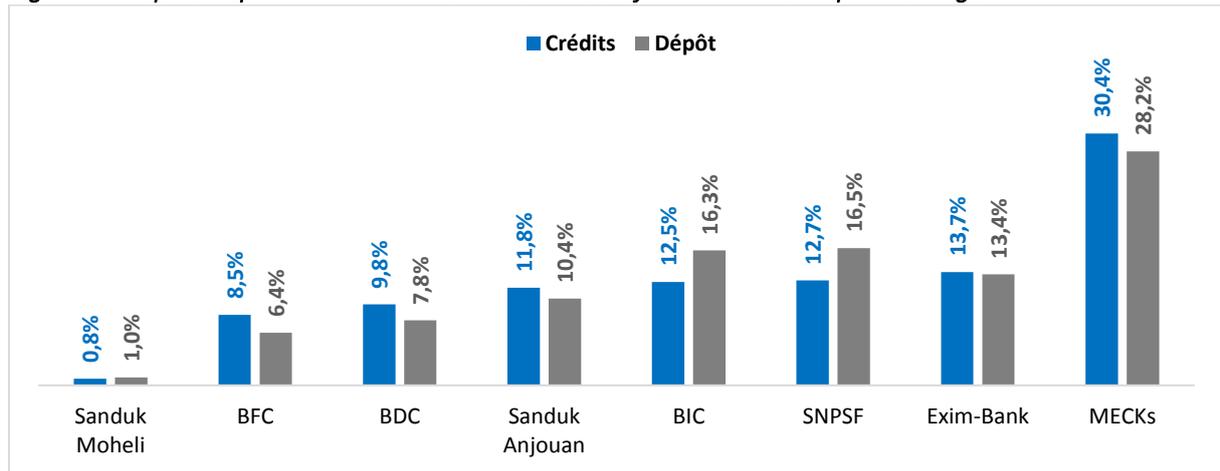
Les dépôts collectés par les Banques et Etablissements Financiers se sont établis à 103,6 milliards à fin mars 2019 contre à 104,8 milliards à fin décembre 2018, enregistrant un repli de 1,2%. Ce recul est influencé par la contraction des dépôts effectués par les entreprises publiques (-25,3%) et privées (-6,9%) sur la période.

En termes de répartition, la part des dépôts des entreprises publiques dans le total a baissé pour se situer à 4,7% à fin mars 2019 contre 6,2% à fin décembre 2018. Celle des entreprises privées a également baissé et s'est située à 18,4% contre 19,5% sur la période. En revanche, les particuliers ont vu leur part de dépôts dans le total s'améliorer pour s'établir à 72,3% à fin mars 2019 contre 70,6% trois mois avant.

Tableau 6 : Répartition des dépôts par catégorie, en pourcentage du total

Dépôts par catégories	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4	2019 T1
Entreprises publiques	4,17	7,98	8,51	6,2	4,7
Entreprises privées	18,49	18,93	18,48	19,5	18,4
Ménages (yc secteur informel)	71,30	69,58	68,34	70,6	72,3
Autres	6,04	3,52	4,67	3,7	4,6

Source : BCC

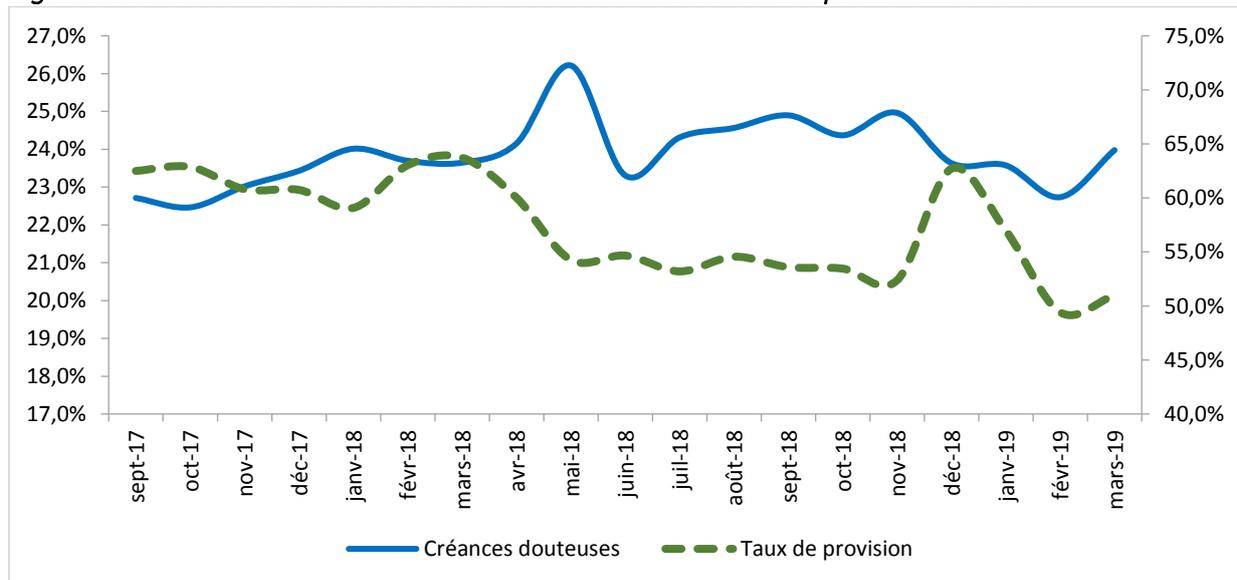
Figure 7 : Dépôts auprès des BEF et crédits accordés à fin mars 2019 en pourcentage du total


Source : BCC

2.2.3. Les créances en souffrance

La qualité du portefeuille n'a enregistré aucune amélioration par rapport au dernier trimestre 2018. Le taux de créances douteuses est estimé à 24,0% en mars 2019 contre 23,6% à fin décembre 2018. Les

provisions de ces créances ont toutefois baissé sur la période avec un taux de provision de 50,9% à fin mars 2019 contre 62,7% à fin décembre 2018.

Figure 8 : Evolution du taux de créances douteuses et du taux de provisionnement


Source : BCC

2.3. La chambre de compensation

Au premier trimestre 2019, la chambre de compensation des valeurs affichent les statistiques suivantes :

19.165 chèques, représentant une valeur totale de 16,8 milliards ont été présentés à la compensation contre 17.989 chèques d'une valeur total de 12,2 milliards au dernier trimestre 2018 et 16697 chèques d'une valeur de 14,4 milliards au premier trimestre 2018.

Sur ces chèques présentés au premier trimestre 2019, **428** représentant une valeur de 354 millions ont fait l'objet de rejet contre 401 chèques d'une valeur de 385 millions au trimestre précédent (soit une baisse en valeur de 8%).

Parallèlement, **5.246** demandes de virement (soit 37,8 milliards) ont été présentées en compensation au premier trimestre 2019, contre 4.564 demandes (soit 24,3 milliards) au trimestre précédent et 4.685 (d'une valeur de 24 milliards) un an plus tôt.

Sur ces 5.246 demandes de virement, 124 représentant une valeur de 208 millions ont fait l'objet de rejet contre 109 demandes d'une valeur de 468 millions au quatrième trimestre 2018. En comparaison avec la même période de 2018, on note 321 demandes de virement rejetées (133 millions), soit une baisse en volume de 61% et une hausse en valeur de 14%.

Tableau 7 : Chambre de compensation

	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329
2018 T4	17 989	12 202	401	385	4 564	24 336	109	468
2018	68 292	53 497	1 714	1 554	18 176	105 852	664	3 288
2019 T1	19 165	16 803	428	354	5 246	37 755	124	208

Source : BCC ; * en millions de Francs Comoriens

2.4. Les opérations de change manuel et transferts d'argent

2.4.1. Les transferts d'argent

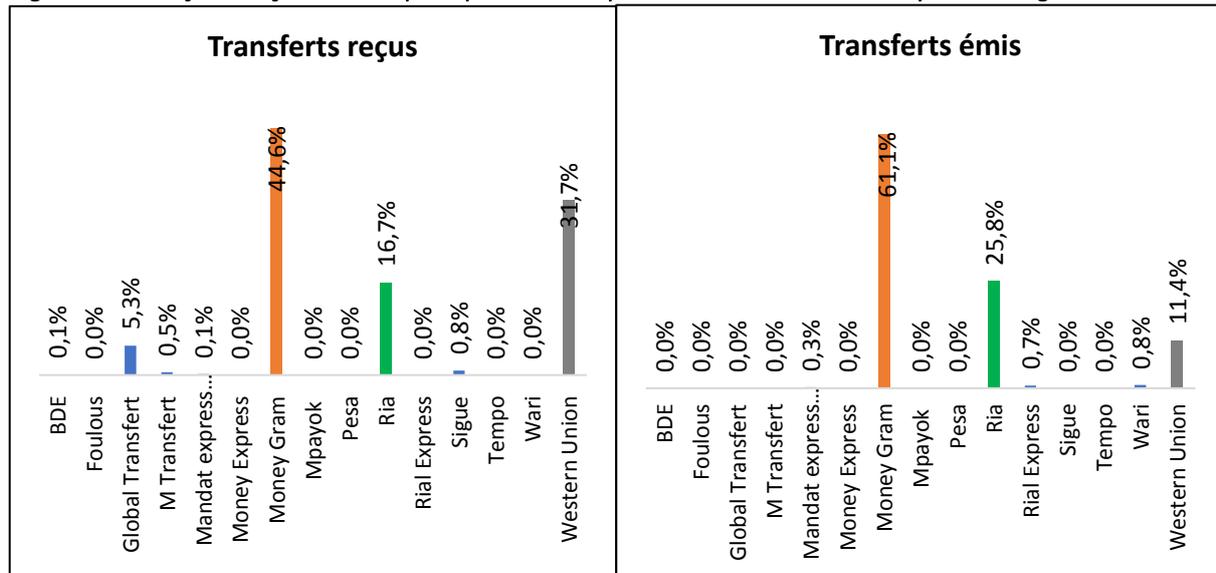
A fin mars 2019, les transferts reçus par les sociétés spécialisées se sont établis à 9,7 milliards contre 10,5 milliards à fin décembre 2018, soit une baisse de 4,1 %. Cette situation est imputable au repli des envois de fonds dans les trois îles : Grande Comore (-3,4%), Anjouan (-9,1%), Mohéli (-2,9%). En revanche, par rapport à fin mars 2019, les transferts reçus ont augmenté de 8,8%. En parallèle, les transferts émis ont augmenté de 4,6% pour s'établir à 2,7 milliards au premier

Transferts d'argent	Réceptions	Emissions
2017 T1	7 867	2 213
2017 T2	8 393	2 504
2017 T3	8 981	2 171
2017 T4	8 217	2 193
Année 2017	33 458	9 081
2018 T1	8 908	2 376
2018 T2	9 054	2 787
2018 T3	9 439	2 359
2018 T4	10 106	2 608
Année 2018	37 507	10 129
2019 T1	9 688	2 728

trimestre 2019 contre 2,6 milliards au trimestre précédent sous l'effet de l'amélioration des envois de fond à l'étranger dans les trois îles : Grande Comore (+0,3% ; Anjouan (+22,5%), Mohéli (+3,8%). Par rapport à la même période de 2018, les envois de fonds à l'étranger ont augmenté de 14,8%. Dans ce marché, Money Gram reste au

premier rang tant pour les envois que pour les réceptions, avec 44,6% de part dans le total des transferts reçus et 61,1% du total envoyé. Suivi du Western Union, ce dernier a capté 31,7% des réceptions d'argent au premier trimestre 2019. Pour sa part, Ria reste au deuxième rang pour les émissions d'argent.

Figure 9 : Transferts reçus et émis par opérateur au premier trimestre 2019 en pourcentage du total

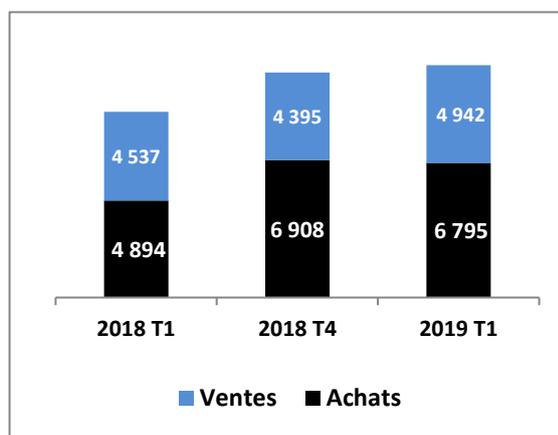


Source : BCC

2.4.2. Les opérations de change manuel

Les achats de devises effectués dans le système bancaire ont enregistré une baisse de 1,6% pour s'établir à 6,8 milliards au premier trimestre 2019 contre 6,9 milliards au trimestre précédent. En revanche, par rapport à la même période de 2018, ces

achats ont fortement augmenté (+38,8%). En outre, les ventes de devises se sont établies à 4,9 milliards au premier trimestre 2019 contre 4,4 milliards au dernier trimestre 2018, enregistrant une hausse 12%.



Source : BCC

Change manuel	Achats	Ventes
2016 T4	5 172	4 824
Année 2016	22 813	20 458
2017 T1	5 069	3 069
2017 T2	3 225	3 368
2017 T3	10 271	4 329
2017 T4	4 571	3 236
Année 2017	23 136	14 002
2018 T1	4 894	4 537
2018 T2	3 545	4 042
2018 T3	12 328	3 981
2018 T4	6 908	4 395
Année 2018	27 675	16 955
2019 T1	6 795	4 942

2.5. Taux d'intérêt et de change

En l'absence d'un marché monétaire, et d'une politique de taux, la Banque Centrale continue d'indexer ses opérations sur le taux de marché interbancaire de la BCE (EONIA).

Les taux de change sont enregistrés à titre indicatif à partir des cours des principales devises publiés quotidiennement par la banque de France convertis sur la base du taux de change fixe EURO/KMF = 491,96775

Tableau 7 : Evolution des principaux taux d'intérêt et de change

	OCTOBRE - 18	NOVEMBRE - 18	DECEMBRE - 18	JANVIER9	FEVRIER9	MARS9
Taux Nationaux						
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,134	1,139	1,141	1,133	1,133	1,133
TAUX DE REMUNERATION						
-RESERVES OBLIGATOIRES (EONIA -1,25)*	-1,616	-1,611	-1,609	-1,617	-1,617	-1,617
-RESERVES LIBRES (EONIA - 1/8)*	-0,491	-0,486	-0,484	-0,492	-0,492	-0,492
TAUX DEBITEURS	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]
Taux de change par rapport au Franc comorien à fin de mois (à titre indicatif)						
ARIARY – MGA (MADAGASCAR)	0,124	0,136	0,122	0,120	0,122	0,123
DOLLAR – USD	428,405	432,820	432,069	430,940	433,399	435,282
ROUPIE – MUR (MAURICE)	12,410	12,498	12,567	12,571	12,650	12,574
SHILLING – TZS (TANZANIE)	0,187	0,192	0,187	0,187	0,186	0,186
YUAN- CNY (CHINE)	61,898	62,369	62,728	63,480	64,324	64,846

Sources : Banque de France, BCC

III. Evolution des soldes d'opinion

L'environnement économique s'est de nouveau dégradé selon les dirigeants des établissements de crédit en dépit de l'amélioration de certains indicateurs.

En effet, l'opinion des dirigeants enquêtés a fait ressortir un solde négatif pour l'environnement économique au premier trimestre 2019, comme au dernier trimestre 2018. Toutefois, ils prévoient une amélioration de l'environnement économique au deuxième trimestre 2019, avec un solde positif.

Les dépôts de la clientèle auraient baissé entre les deux derniers trimestres contrairement à ce qu'avaient prévu les enquêtés. L'opinion de ces derniers a fait

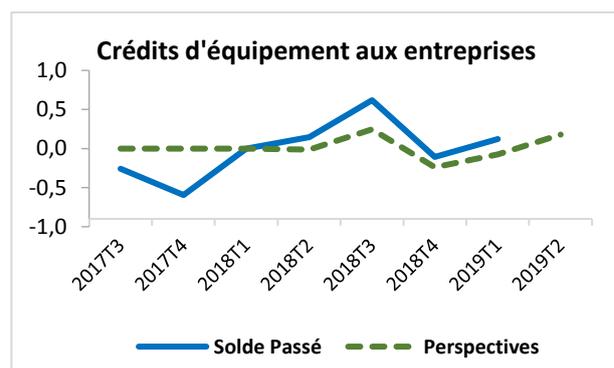
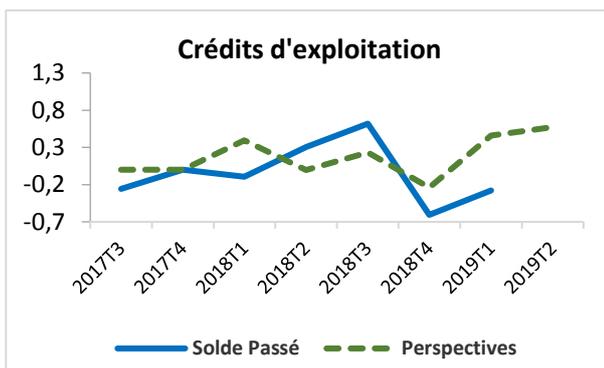
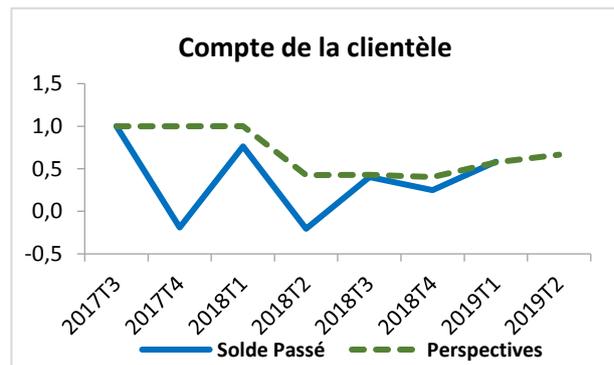
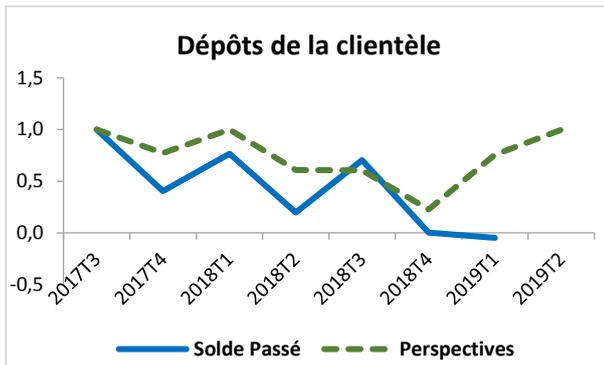
ressortir un solde de -0,05 point au premier trimestre 2019 contre 0,002 point au dernier trimestre 2018. Ces mêmes responsables des établissements prévoient une forte hausse de la collecte de l'épargne au deuxième trimestre 2019.

Parallèlement, le nombre de comptes de dépôts aurait augmenté sur la période affichant un solde d'opinion de 0,58 point au premier trimestre 2019 contre 0,2 point au trimestre précédent. Les résultats de l'enquête prévoient également une hausse de cet indicateur au deuxième trimestre 2019.

Pour ce qui est du recouvrement des crédits d'équipement aux entreprises, ils seraient en hausse contrairement aux prévisions

initialement établies par les dirigeants des entreprises de crédit. Au premier trimestre 2019, le solde d'opinion de cet indicateur s'est établi à 0,12 point contre -0,1 point au trimestre précédent. En outre, les prévisions pour le trimestre à venir sont positifs également.

La perception du recouvrement des crédits d'exploitation accordés aux entreprises par les chefs d'établissement a été négative, affichant un solde d'opinion de -0,28 point contre -0,6 point au dernier trimestre 2018. Le trimestre suivant pour ces mêmes dirigeants serait toutefois favorable avec des recouvrements en forte hausse.



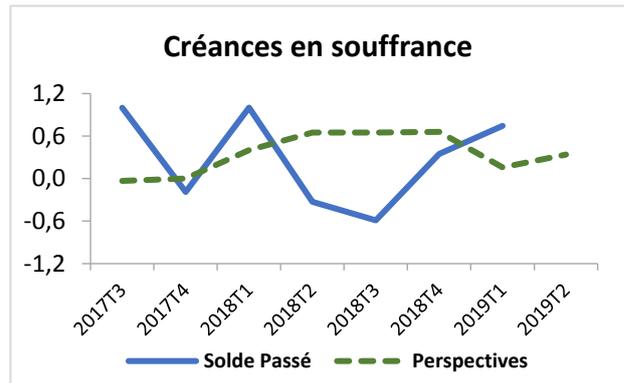
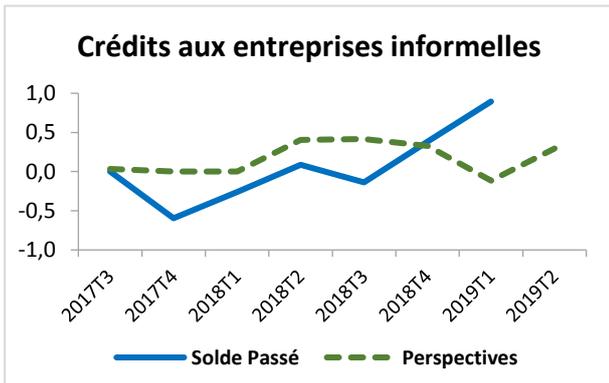
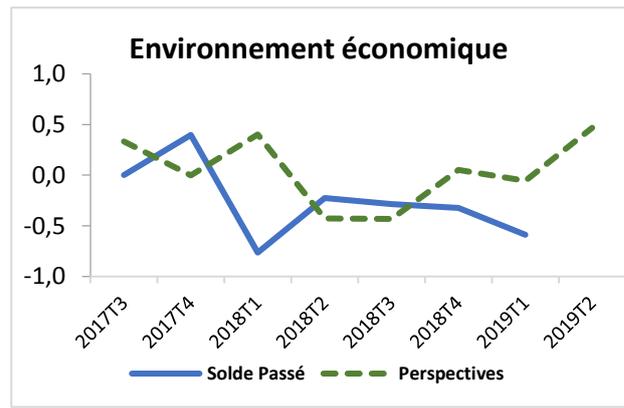
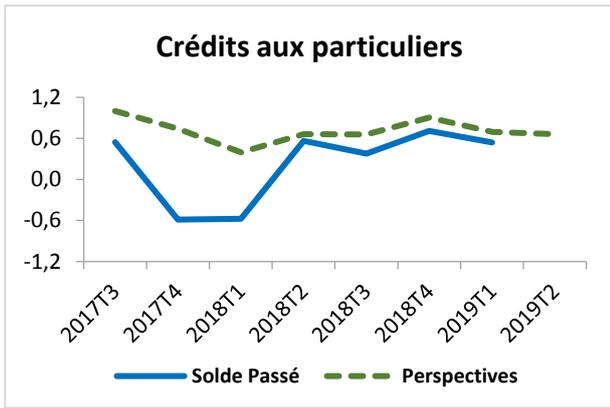
Source : BCC

Pour ce qui est des crédits aux particuliers, le recouvrement a baissé faisant passer le solde d'opinion de 0,57 point au premier trimestre 2019 contre 0,7 point au trimestre précédent. Une légère amélioration est prévue pour cet indicateur par les chefs d'établissement au deuxième trimestre.

En ce qui concerne, les créances en souffrance, les prévisions annoncées par les chefs d'établissements au dernier trimestre 2018 ont été maintenue au cours du premier trimestre 2019 avec un solde d'opinion de 0,7 point contre 0,3 point au dernier trimestre 2018.

Le recouvrement des crédits accordés aux entreprises informelles a progressé avec un solde d'opinion passant de 0,38 point à 0,9 point sur la période. Cependant, les chefs d'établissements de crédits ont prévu une baisse de cet indicateur au deuxième trimestre 2019.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est consolidé sur la période avec un solde d'opinion passant de 0,8 point à 0,7 point sur la période, avec des bonnes perspectives pour le deuxième trimestre 2019.



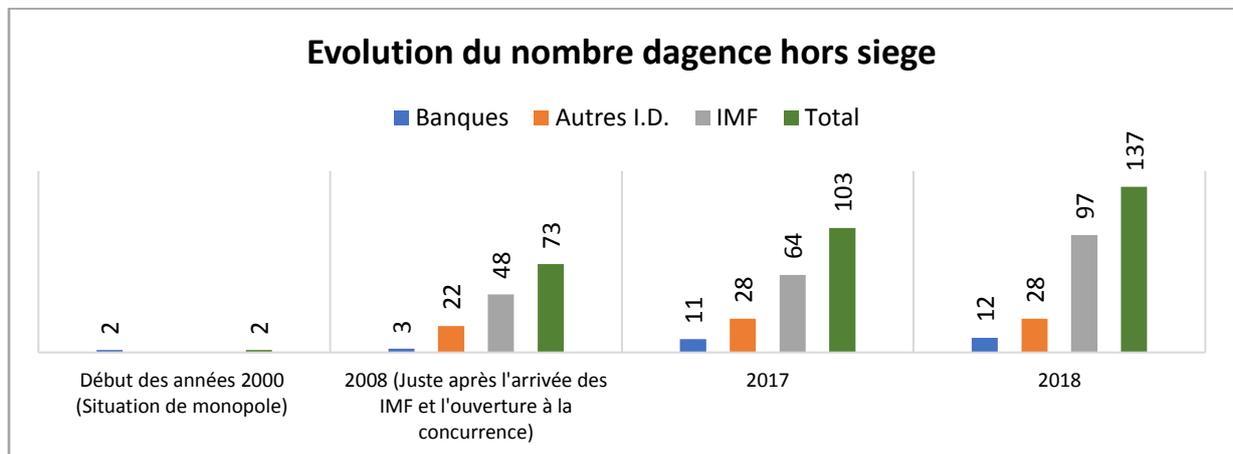
Source : BCC

IV. Note thématique : Analyse de l'accès aux services financiers en Union des Comores

En dépit de l'absence d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière formalisée, la Banque Centrale des Comores, dans son rôle de garant de la stabilité financière a toujours été au cœur des initiatives prises pour rendre les services et produits financiers accessibles à toutes les catégories de la population comorienne. A cet effet, plusieurs chantiers ont été initiés afin d'intégrer le plus d'acteurs possibles dans le paysage bancaire

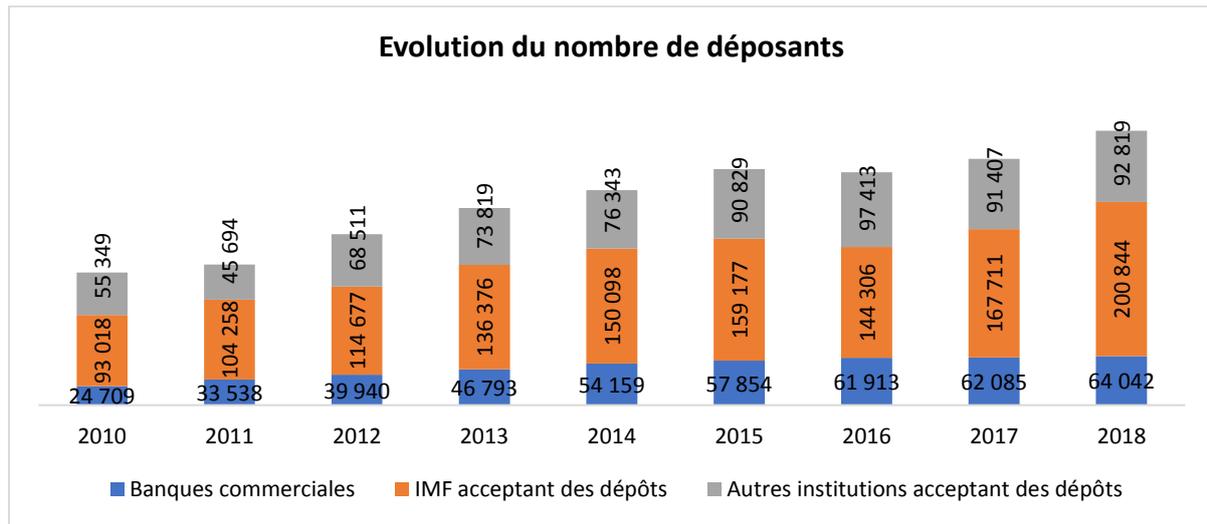
comorien, tout en renforçant la fiabilité et la sécurité de leurs transactions au sein de ce secteur. Ces actions visent plus particulièrement les populations les plus exclues du système financier classique, notamment les populations rurales, les femmes, les jeunes, les PME et les personnes à faible éducation financière. Elles ont pour but de permettre une grande accessibilité aux services bancaires et financiers de bases.

4.1. Caractéristiques du système financier comorien



L'année 2018 est marquée par l'amélioration du paysage financier avec l'agrément par la Banque Centrale de l'Union Régionale des Sanduks Ngazidja. Cependant, malgré cette amélioration, des marges de manœuvre existent encore pour améliorer la situation de notre système financier en comparaison avec

les petits Etats insulaires de la sous-région. En effet, selon les statistiques disponibles le taux de bancarisation se situe à 22,6% en 2018 contre 90% à l'île Maurice et 18% à Madagascar, en raison essentiellement de l'apport significatif de tous les types d'établissements de crédit.



Source : Enquête Financial Access Survey, BCC

L'environnement bancaire s'est notablement diversifié au cours des dernières années. En fin 2018, le pays compte 137 agences hors sièges et 25 guichets automatiques de billets (GAB). Au cours de la même période le secteur a collecté 104,8 milliards de ressources contre 97,7 milliards en 2017 et a distribué 79,9 milliards de crédits contre 80,7 milliards en 2017 à la clientèle en progression annuelle de 10,7%.

Ces résultats restent atténués par la persistance de la faiblesse des indicateurs d'accès des populations aux services financiers aux Comores.

Pour ce qui est des IMF, le secteur ne s'est pas vraiment densifié. On ne compte que 4 institutions de microfinance en 2018. Toutefois, l'activité d'intermédiation s'est faiblement accrue au cours de cette période.

En effet, les points de services sont passés que de 64 en 2017 à 97 en 2018, avec l'agrément de Sanduk Ngazidja. Le nombre de client a crû de 10,7% passant de 321.203 à 355.544 sur la période. Quant aux dépôts et aux encours de crédits, leurs croissances sont estimées respectivement à 7,1% et -2,5% entre 2017 et 2018.

Aux Comores, les services financiers postaux ont joué un rôle important dans l'intermédiation financière de base (dépôts, envoi et réception de fonds) du fait de la relative proximité de leur implantation auprès des populations, elles continuent de participer activement à la collecte de l'épargne, malgré sa baisse de 15% s'élevant à 18,5 milliards en 2018 contre 18,8 milliards en 2017.

4.2. Utilisation des services financiers par la population comorienne

Le taux de pénétration de compte est important pour évaluer le niveau de l'inclusion financière mais celle-ci n'est pas suffisante. En effet, il ne suffit pas d'avoir un compte mais il faut aussi l'utiliser. Cet indicateur permet d'éliminer les faits des comptes dormants ou bien le fait qu'un individu ait plusieurs comptes en même temps. Ainsi, le premier indicateur servant à mesurer l'utilisation des services financiers est le nombre d'adultes épargnants dans une institution financière. Le deuxième indicateur est le nombre d'emprunteur auprès des institutions financières. A cela s'ajoute les systèmes de paiements à savoir : l'utilisation

des cartes bancaires, les chèques et les paiements électroniques.

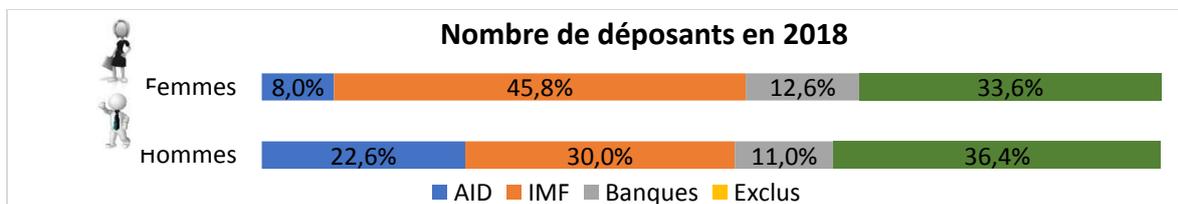
D'après l'enquête FAS, le nombre d'épargnants pour 1000 adultes dans une institution financière est de 130, un taux bien inférieur par rapport à la moyenne mondiale et de l'Afrique subsaharienne à faible revenu. Ce comportement est d'autant plus manifeste pour le deuxième indicateur. En effet, le nombre d'emprunteur par 1000 adultes est seulement de 11. A cela s'ajoute la faible utilisation des chèques et des cartes bancaires dans le pays.

Années	Nombre de cartes de débit	Nombre de cartes de crédit
•2017	•217	•298
•2018	•23 431	•26607

Ce bas niveau d'utilisation des services financiers pourrait revêtir d'une faible diversification ou de connaissance des produits financiers due à l'absence d'informations sur ces derniers mais aussi par une mauvaise publicité des services commerciaux des institutions financières. De même, les faibles niveaux d'accès et

d'utilisation des services financiers du pays résulteraient d'une forte préférence pour la liquidité.

En résumé, l'inclusion financière aux Comores est caractérisée par un accès limité et une faible utilisation des produits financiers de base par les ménages.



Les principales mesures d'inclusion financière montrent l'existence d'un écart considérable par rapport à d'autres pays en développement. Ce faible taux d'inclusion financière peut être expliqué par différents facteurs que ce soit au niveau de l'offre ou de la demande des services financiers. Il est faible, en particulier chez les pauvres, chez ceux qui ont de faibles niveaux d'éducation

formelle, et chez les jeunes, dont beaucoup résident dans les zones rurales. Les avancées réalisées dans les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication peuvent aider à combler ce fossé existant en augmentant l'accès, mais aussi en favorisant le développement de produits financiers novateurs adaptés à la réalité quotidienne de ces localités reculées. Il reste donc du chemin

à parcourir pour intégrer financièrement les non inclus, compte tenu des avantages que

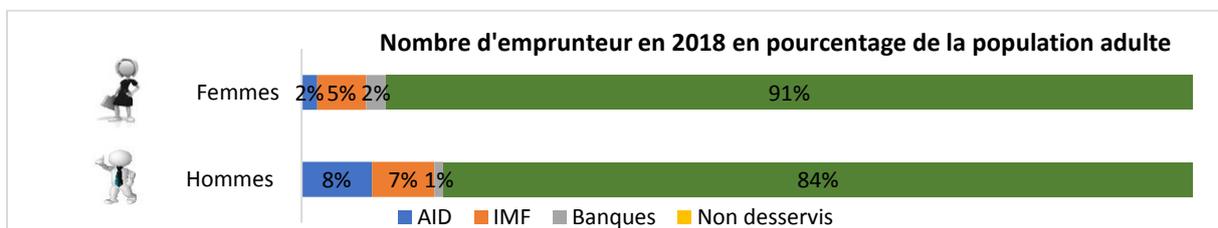
cela comporte tant sur le plan individuel que collectif.

4.3. Les Modèles de crédits et d'épargne aux Comores

La mobilisation de l'épargne est indispensable pour la consommation future et les investissements dans des activités génératrices de revenus. Aux Comores, comme dans la plupart des pays africains, la culture de l'épargne n'est pas nouvelle. Quel que soit le statut de la personne, l'envie de garder de l'argent de côté est indispensable. La plupart des ménages ont tendance à laisser de côté de l'argent afin de pouvoir faire face aux chocs quotidiens et lisser leurs consommations. Cependant, la plupart de la population comorienne épargne en utilisant fréquemment des réseaux financiers informels (la thésaurisation ou les tontines) à la place du système financier formel et cela reflète le faible niveau de bancarisation observé dans le pays. L'enquête FAS montre que sur 1000 adultes seulement 130 ont eu recours aux institutions formelle pour faire des dépôts. Cette attitude s'explique peut-être par le manque de confiance aux systèmes bancaires ou par la forte préférence pour la liquidité mais également par l'auto-exclusion.

Tout comme l'épargne, les attitudes d'emprunt se focalisent sur le segment informel. En 2018, la grande majorité des crédits dans le pays sont distribués en dehors

du secteur financier formel. Les distributeurs de crédits les plus importants restent la famille et les proches (amis). Ou encore plus, les prêts octroyés par les magasins ou boutiques ce qui se traduit par un pourvoir récurrent au commerce de proximité. Ainsi, le recours aux réseaux de relations personnelles est la principale source de financement des populations ce qui remet également en cause l'accès aux services financiers formels. Cette pratique est assez courante chez les ménages à faible revenu. Ces derniers contractent de crédits informels afin de financer les activités ou les produits dont les institutions formelles n'accordent pas de crédits. Il s'agit entre autres des produits de consommation, des soins médicaux, des mariages, des décès ou des dépenses d'éducation. Cette situation s'explique du fait que du côté des institutions financières, avec un niveau de revenu et de patrimoine faibles, les ménages offrent peu de garanties et leurs flux monétaires sont très faibles, ce qui rend très difficile l'obtention de crédits institutionnels pour couvrir leurs besoins. Ainsi, plus le niveau de revenu est bas, plus on constate le recours à la famille, aux amis ou à des prêteurs d'argent pour satisfaire des besoins financiers immédiats.



Source : Financial Accès Survey

Le recours à l'épargne et aux financements informels se traduisent aux coté des ménages par les faibles montants alloués qui sont nettement moins importants que les niveaux de financements octroyés par les institutions

financières, ce qui reste flexible pour ces ménages. De même, le recours aux transferts entre ménages se justifie également par une solidarité basée sur le capital social mais aussi

sur la confiance mutuelle au sein de la famille et du réseau d'amis.

Toutefois, comprendre les barrières à l'inclusion est essentiel afin de mener les

politiques nécessaires et utiliser les instruments idoines pour atteindre les populations exclues du système financier.

4. 4. Les obstacles liés à l'inclusion financière aux Comores

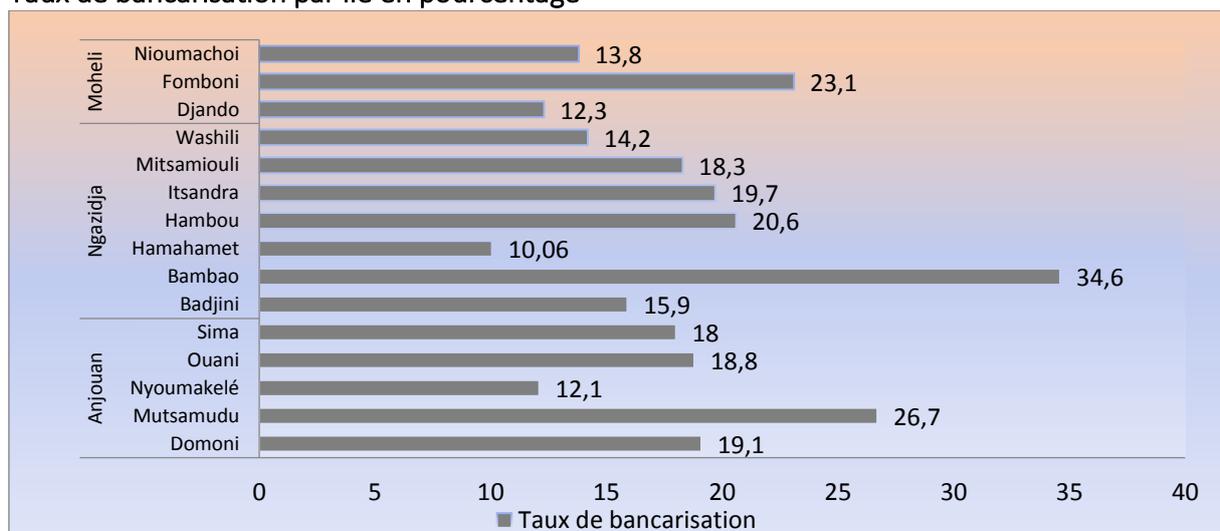
Aux Comores bien qu'il y ait des améliorations la grande majorité des populations est financièrement exclue c'est-à-dire n'utilise aucun produit ou service financier formel ce qui démontre le faible niveau de bancarisation dans le pays.

L'insuffisance des infrastructures financières et des canaux de distribution constituent une barrière à l'accès aux services financiers aux Comores. Bien qu'il y'a eu une amélioration de l'inclusion financière, des régions demeurent toujours insuffisamment couvertes au regard de la répartition géographique du réseau. Les services financiers offerts par les institutions financières sont généralement concentrés dans les zones urbaines, ce qui pénalise la population rurale. Cette faiblesse résulte des conditions relativement sévères liées à l'absence des agences mais aussi et la qualité

de la gouvernance de certaines institutions. Le graphique ci-après, témoigne d'une répartition inégale des services financiers au dans l'ensemble du territoire national. Le taux de bancarisation est très élevé dans les grandes villes à savoir (Mutsamudu, Bambao et Fomboni). Ceci peut s'expliquer par les contraintes de rentabilité et de profit auxquels les institutions doivent faire face et qui les poussent à concentrer la quasi-totalité de leurs opérations dans les zones urbaines.

Quant aux canaux de distribution, leur développement reste freiné par un environnement peu propice, en liaison avec l'insuffisance des conditions de sécurité indispensables aux nouveaux points de services, de l'énergie électrique et des infrastructures de communication surtout dans des zones souvent très reculées.

Taux de bancarisation par ile en pourcentage



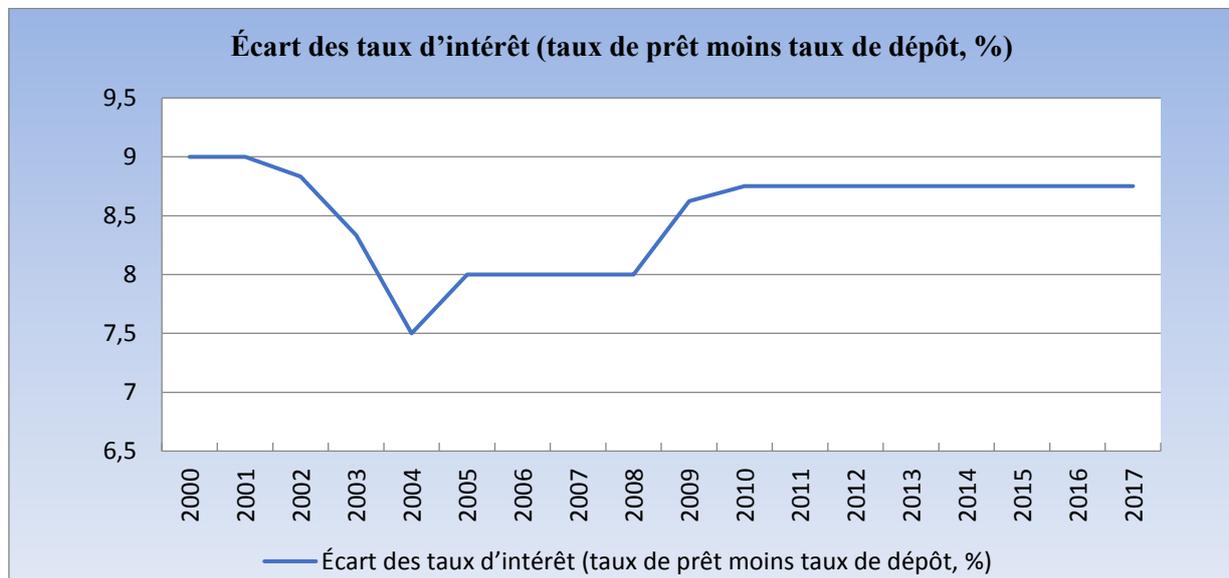
Source : Banque Centrale des Comores, DEMS

Les coûts et les frais appliqués par les institutions financières bloquent l'accès aux services financiers. Alors que c'est dans les zones rurales où la situation est critique, une partie non négligeable des populations résidant dans les zones urbaines se trouve également dans l'impossibilité d'accéder aux services bancaires, en raison des coûts et frais élevés imposés par les banques et établissements financiers tel que : le solde minimum requis et des frais de consultation de solde ou de demande de RIB, des frais de retrait, des frais d'ouverture et de fermeture de compte ou des coûts implicites ou indirects tels que les coûts de transport. Cela sous-entend, pour de nombreux adultes, que les institutions formelles ne proposent pas de services suffisamment utiles pour gérer leurs transactions quotidiennes ou leurs économies surtout en ce qui concerne les petits montants.

Le manque d'éducation financière, la Faiblesse des revenus, l'offre très limitée de produits financiers attractifs, la faible

rémunération de dépôt et des taux d'intérêts de prêt trop élevés découragent certains ménages à aller vers les institutions financières. L'analyse de l'écart des taux d'intérêt nous témoigne l'inefficacité de l'intermédiation financière aux Comores (voir figure ci-après). Cela sous-entend une offre de produits d'épargne peu incitative proposée par les institutions financières, avec une rémunération de dépôt variant entre 3% et 1,75% l'an et taux de prêt (Taux Effectif Global, TEG) qui dépassent souvent le plafond de 14% fixé par le Ministère des Finances depuis 2009. Cette situation peut conduire les adultes à percevoir les services financiers comme ayant peu de valeur, non pas en termes absolus, mais par rapport à leurs niveaux actuels de revenus et à la qualité des produits bancaires.

Par ailleurs, l'offre de services financiers demeure également confrontée à des problèmes de diversification en termes de produits financiers et d'une forte asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs.



Source : Indicateur de développement dans le monde, Banque Mondiale

Une forte asymétrie d'information provoquée par le faible niveau d'éducation financière est un obstacle important à l'inclusion financière.

En effet, l'insuffisance d'informations des ménages sur les procédures à suivre tels que

la non disponibilité des garanties et des avals exigés, l'incapacité à constituer l'épargne préalable réclamée avant l'obtention d'un prêt constituent des obstacles à l'accès aux services financiers. Ce qui provoque un

manque de confiance aux systèmes bancaires. Ainsi, il est important pour les institutions financières de mettre au point des services financiers appropriés pour pouvoir collecter le maximum de ressources tout en tenant compte de la capacité de remboursement des clients.

En définitive, les coûts et les frais jugés excessivement élevés par la population, le manque d'information, les restrictions réglementaires, la conception des produits financiers inappropriés ou dont la population ne peut bénéficier, sont les obstacles menaçant la mise à disposition de services financiers à la population. Pour surmonter ces problèmes et faire en sorte que les ménages et PME puissent accéder aux services financiers, il est nécessaire de passer par une solution engageante plusieurs parties prenantes (notamment le gouvernement, les ménages, les PME...).

En parallèle à cela la faiblesse de l'appareil judiciaire est souvent citée par les dirigeants

des établissements financiers comme entrave à l'octroi du crédit. En effet, le taux élevé de créances en souffrance, reste l'entrave principale à la croissance du crédit au secteur privé. Dans le même temps, la persistance de l'excédent structurel de liquidité dans un contexte de risque de crédit toujours élevé conduit les banques à renoncer au gain potentiel d'une rémunération comprise entre 7 et 14% en ne prêtant pas au secteur privé. Cette situation mérite d'être traitée en urgence afin d'impulser la dynamique de l'inclusion financière.

C'est pour cela que la BCC avec l'appui des pouvoirs publics a entamé un vaste chantier d'assainissement du système bancaire notamment sur cet aspect précis des créances en souffrance afin de réduire le risque bancaire par l'adoption des nouveaux systèmes de garantie, et l'accompagnement des secteurs privés et bancaires dans la mobilisation des ressources de moyen et long terme au bénéfice du secteur productif.

Méthodologie des enquêtes d'opinion

Descriptifs

Chaque trimestre, la BCC réalise une enquête qualitative auprès des dirigeants de tous les établissements de crédit agréés en union des Comores. Cette enquête vise à appréhender les évolutions d'un certain nombre d'indicateurs économiques et financiers, ce qui présente un grand intérêt dans la mesure où elle permet de déceler plus rapidement les retournements de l'activité bancaire. Les Dirigeants des établissements de crédit retournent dument rempli le formulaire de l'enquête par voie électronique ou par courrier.

Saisie

Les réponses sont saisies après contrôle dans un tableur Excel et les calculs sont effectués par étapes.

Pondération des résultats bruts

Etant donné que les établissements de crédit n'ont pas la même influence sur l'activité bancaire, à cause d'une différence de taille ou d'importance, on ne peut dégager la tendance de l'activité bancaire par une simple addition des réponses individuelles. A cet effet, la réponse de l'établissement est pondérée par le total bilan de l'établissement qui reflète l'importance de l'établissement dans le secteur financier.

Soldes d'opinion

Chaque question peut avoir une des trois réponses suivantes : Hausse, Inchangé ou Baisse ou bien Positive, Stable ou Négative. Le solde est la différence entre le pourcentage de réponses positives (Hausse) et le pourcentage de réponses négatives (Baisse). Il est calculé comme suit : $\text{Solde} = \% \text{ « + »} - \% \text{ « - »}$.

Solde passé et perspectives

Le solde passé représente le solde d'opinion des réponses obtenues par les dirigeants des BEF et retrace les évolutions constatées du trimestre en cours alors que les perspectives expriment le solde d'opinion issu des prévisions des évolutions futures du secteur enquêté.

Interprétation du solde d'opinion

La variation de l'activité s'explique par la comparaison des opinions positives et des opinions négatives pondérées. La tendance de l'activité est expliquée par les soldes (positifs ou négatifs). Le solde positif doit être interprété comme la dominance des opinions positives.

Annexes :

A1 : CLASSEMENT DES PARTENAIRES AU QUATRIEME TRIMESTRE 2018	I
A2 : MASSE MONETAIRES ET SES CONTREPARTIES EN MILLIARDS FC	II
A3 : CHAMBRE DE COMPENSATION	III
A4 : LES TRANSFERTS D'ARGENT RAPIDE EN MILLIONS FC.....	IV
A5 : LES OPERATIONS DE CHANGE MANUEL EN MILLIONS FC.....	V
A6 : PRINCIPAUX TAUX D'INTERET	VI
A7 : LES COURS DE CHANGE DE QUELQUES DEVICES PAR RAPPORT AU FRANC COMORIEN	VII

A1 : Classement des partenaires au quatrième trimestre 2018

Rang	Provenance des importations	Part dans le total	Rang	Destination des exportations	Part dans le total
1	AE Emirats Arabes Unis	39,17%	1	DE Allemagne	46,8%
2	PK Pakistan	12,50%	2	FR France	41,7%
3	FR France	8,74%	3	IN Inde	5,8%
4	CN Chine	7,50%	4	MG Madagascar	2,4%
5	TR Turquie	3,63%	5	US Etats-Unis	1,7%
6	IN Inde	2,95%	6	NL Pays-Bas	0,7%
7	VN Viet Nam	2,87%	7	AE Emirats Arabes Unis	0,6%
8	MU Maurice	2,42%	8	TZ Tanzanie, République-Unie De	0,3%
9	ES Espagne	2,23%	9	SC Seychelles	0,1%
10	MY Malaisie	1,72%	10	HK Hong-Kong	0,0%
11	ZA Afrique Du Sud	1,53%	11	CG Congo	0,0%
12	ID Indonésie	1,24%	12	PK Pakistan	0,0%
13	SA Arabie Saoudite	1,22%	13	CN Chine	0,0%
14	MG Madagascar	0,99%	14	TR Turquie	0,0%
15	MA Maroc	0,97%	15	VN Viet Nam	0,0%
16	TZ Tanzanie, République-Unie De	0,94%	16	MU Maurice	0,0%
17	EG Egypte	0,93%	17	ES Espagne	0,0%
18	PL Pologne	0,80%	18	MY Malaisie	0,0%
19	NL Pays-Bas	0,79%	19	ZA Afrique Du Sud	0,0%
20	JP Japon	0,71%	20	ID Indonésie	0,0%

Source : BCC

A2 : Masse monétaires et ses contreparties en milliards FC

Contreparties	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	Jan-19	fév-19	mars-19
Avoirs extérieurs nets	73,6	69,8	67,7	68,1	72,4	78,0	79,1	80,6	78,5	81,0	79,9	79,7	77,1
BCC	73,7	69,8	66,5	65,4	68,7	71,3	73,0	73,7	72,2	76,0	76,6	77,6	74,0
BEF	-0,1	-0,0	1,3	2,6	3,7	6,7	6,1	7,0	6,3	4,9	3,4	2,0	3,2
Crédit intérieur	88,6	89,5	94,5	95,4	95,0	91,5	90,5	88,3	89,4	89,7	90,0	89,0	88,1
Créances nettes à l'Etat	7,3	7,3	9,5	10,9	10,7	10,3	9,7	8,3	9,8	9,5	7,6	10,3	10,8
Créances brutes	17,6	17,4	16,8	17,8	17,5	17,2	16,9	16,8	16,8	16,6	16,5	18,2	17,8
Dépôts	10,2	10,2	7,2	7,0	6,8	6,9	7,2	8,5	7,0	7,1	8,9	7,8	7,0
Crédits à l'économie	81,3	82,2	85,0	84,6	84,3	81,2	80,8	80,0	79,7	80,2	82,3	78,7	77,2
Secteur public	2,4	2,3	3,8	3,5	3,4	3,1	2,7	2,5	2,3	2,0	3,1	2,8	2,3
Secteur privé	78,9	79,9	81,2	81,0	81,0	78,1	78,1	77,6	77,4	78,1	79,2	75,8	74,9
Autres crédits	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets	-34,4	-32,7	-32,8	-33,4	-33,5	-33,5	-33,2	-33,7	-32,1	-32,2	-34,0	-30,8	-29,9
Contreparties	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3	135,2	135,8	138,5	135,9	137,8	135,3
M2 au sens large	mars-18	avr-18	mai-18	juin-18	juil-18	août-18	sept-18	oct-18	nov-18	déc-18	Jan-19	fév-19	mars-19
Moyens de paiements	85,0	83,2	83,8	85,6	89,4	90,8	91,3	89,7	90,4	92,8	88,8	89,6	86,6
CF* hors BEF	30,9	31,4	30,5	32,7	36,0	36,5	35,7	34,8	35,2	35,9	34,9	35,4	35,5
Dépôts à vue	54,1	51,7	53,3	53,0	53,4	54,4	55,6	54,9	55,2	56,9	53,9	54,2	51,1
BCC	3,8	2,6	2,2	2,2	1,4	1,2	1,5	0,8	1,2	2,6	1,3	1,9	1,4
BEF	50,4	49,1	51,1	50,7	52,0	53,1	54,1	54,0	53,9	54,3	52,7	52,3	49,7
Epargne Liquide	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1	45,6	45,4	45,7	47,1	48,2	48,7
Dépôts d'épargne	42,8	43,4	45,6	44,5	44,4	45,1	45,1	45,6	45,4	45,7	47,1	48,2	48,7
Masse Monétaire	127,8	126,6	129,4	130,1	133,8	136,0	136,3	135,2	135,8	138,5	135,9	137,8	135,3

Source : BCC

A3 : Chambre de compensation

Période	Chèques				Virements			
	Présentés	Valeur*	Rejetés	Valeur*	Présentés	Valeur *	Rejetés	Valeur*
2014								
2015 T1	13 762	12 855	332	282	2 392	11 875	53	33
2015 T2	13 356	12 818	299	285	2 821	13 473	37	28
2015 T4	12 468	13 735	320	312	3 055	13 745	58	38
2015 T4	13 558	12 972	250	261	3 148	17 100	49	190
2015								
2016 T1	13 172	10 080	251	171	3 004	13 790	50	84
2016 T2	15 708	14 694	358	330	3 210	15 023	68	439
2016 T3	16 779	14 842	381	553	3 159	17 780	65	275
2016 T4	18 089	15 616	367	360	3 962	20 570	78	686
2016	63 748	57 232	1 357	1 414	13 335	67 163	261	1 484
2017 T1	17 230	14 652	325	207	3 771	23 201	69	88
2017 T2	16 541	14 176	399	399	4 104	27 821	108	270
2017 T3	17 669	14 319	425	427	4 039	32 927	103	169
2017 T4	19 048	15 066	409	278	5 066	38 094	124	422
2017	70 488	58 213	1 558	1 311	16 980	122 043	404	949
2018 T1	16 697	14 385	405	335	4 685	24 021	321	133
2018 T2	17 758	16 403	508	464	5200	35 901	155	2 358
2018 T3	15 848	10 507	400	370	3727	21 594	79	329
2018 T4	17 989	12 202	401	385	4 564	24336	109	468
2018	68 292	53 497	1 714	1 554	18 176	105 852	664	3 288
2019 T1	19 165	16 803	428	354	5 246	37 755	124	208

Source : BCC, * : en millions FC

A4 : Les transferts d'argent rapide en millions FC

Consolidé	janv.-17	févr.-17	mars-17	avr.-17	mai-17	juin-17	juil.-17	août-17	sept.-17	oct.-17	nov.-17	déc.-17
<i>Grande Comore</i>	2 210,6	2 145,1	2 413,8	2 234,6	2 485,8	2 319,1	2 117,7	2 968,7	2 513,7	2 411,0	2 236,5	2 331,8
<i>Anjouan</i>	304,3	285,8	311,4	341,0	323,4	373,7	321,7	421,6	358,4	347,4	314,3	324,6
<i>Mohéli</i>	59,4	61,4	75,6	118,4	100,0	96,8	80,8	111,2	87,2	84,9	77,5	88,5
Entrée	2 574,3	2 492,3	2 800,8	2 694,1	2 909,2	2 789,7	2 520,1	3 501,5	2 959,2	2 843,3	2 628,3	2 744,9
<i>Grande Comore</i>	518,8	495,6	568,4	534,6	616,6	609,4	506,0	508,1	531,1	512,1	506,5	472,4
<i>Anjouan</i>	154,1	166,2	205,5	208,1	223,3	166,3	163,3	168,4	183,2	190,2	196,5	170,3
<i>Mohéli</i>	31,6	32,7	40,0	45,6	55,4	44,6	37,1	38,8	35,2	42,6	58,2	44,0
Sortie	704,5	694,5	814,0	788,3	895,3	820,3	706,4	715,2	749,5	744,9	761,3	686,6
Consolidé	janv.-18	févr.-18	mars-18	avr.-18	mai-18	juin-18	juil.-18	août-18	sept.-18	oct.-18	nov.-18	déc.-18
<i>Grande Comore</i>	2 869,2	2 100,1	2 538,0	2 489,4	2 875,7	2 125,6	2 239,5	3 011,1	2 789,0	2 990,3	2 550,6	3 014,2
<i>Anjouan</i>	432,3	323,0	373,0	427,6	463,9	369,1	318,1	414,3	411,8	411,4	427,1	446,0
<i>Mohéli</i>	103,5	78,8	90,3	100,9	110,9	90,9	68,3	82,7	104,2	80,9	87,4	97,8
Entrée	3 405,0	2 501,9	3 001,3	3 017,9	3 450,4	2 585,6	2 626,0	3 508,1	3 304,9	3 482,6	3 065,1	3 558,0
<i>Grande Comore</i>	533,7	515,6	526,5	635,4	774,4	691,0	609,8	577,6	563,1	676,7	624,2	662,4
<i>Anjouan</i>	293,3	134,1	208,4	195,4	213,7	122,6	151,7	153,5	143,7	148,6	163,7	167,6
<i>Mohéli</i>	67,2	46,5	50,6	48,6	57,5	48,3	58,6	46,3	54,7	39,4	62,1	62,9
Sortie	894,2	696,1	785,4	879,3	1 045,6	861,9	820,1	777,4	761,4	864,7	850,0	893,0
Consolidé	janv.-19	févr.-19	mars-19	avr.-19	mai-19	juin-19	juil.-19	août-19	sept.-19	oct.-19	nov.-19	déc.-19
<i>Grande Comore</i>	2 836,7	2 657,3	2 767,6									
<i>Anjouan</i>	336,6	410,2	421,3									
<i>Mohéli</i>	69,1	88,9	100,4									
Entrée	3 242,4	3 156,5	3 289,3									
<i>Grande Comore</i>	685,3	628,3	655,2									
<i>Anjouan</i>	194,2	203,4	190,5									
<i>Mohéli</i>	53,7	54,0	63,0									
Sortie	933,1	885,7	908,8									

Source : BCC, * : en millions FC

A5 : Les opérations de change manuel en millions FC

Change manuel	ACHATS						VENTES					
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Janvier	4 261	3 224	2 384	2 259	2 305	2 966	845	1 649	1 734	1 022	1 145	1 513
Février	1 812	2 688	1 502	1 380	1 607	1 749	1 069	1 827	1 584	940	1 556	1 638
Mars	1 702	2 382	1 969	1 430	983	2 080	1 364	2 474	2 815	1 107	1 836	1 791
Avril	1 545	1 726	642	1 088	735		1 454	2 422	1 100	1 328	1 504	
Mai	1 969	1 606	768	922	1 008		1 808	2 028	1 791	1 034	1 449	
Juin	1 821	1 984	997	1 215	1 801		1 405	1 870	882	1 006	1 089	
Juillet	2 961	3 594	3 033	4 200	6 532		1 209	1 710	1 388	1 475	1 017	
Août	5 760	5 302	4 665	4 641	4 149		1 957	1 711	2 284	1 682	1 283	
Septembre	2 199	1 666	1 680	1 430	1 647		1 910	2 148	2 056	1 171	1 681	
Octobre	1 689	1 792	1 675	1 218	1 328		2 284	1 985	1 939	1 047	1 517	
Novembre	1 779	1 762	1 716	1 234	1 496		1 691	1 591	1 540	1 184	1 542	
Décembre	4 048	2 578	1 780	2 119	4 084		1 182	2 118	1 345	1 005	1 336	
TOTAL	31 546	30 303	22 813	23 136	27 676	6 795	18 177	23 534	20 458	14 002	16 955	4 942

Source : BCC

A6 : Principaux taux d'intérêt

2018 -2019	Mai-2018	Jun-2018	Jul-2018	Août-2018	Sep-2018	Oct-2018	Nov-2018	Déc-2018	Janv-2019	Fév-2019	Mars-2019	Avril-2019
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,137	1,139	1,136	1,140	1,139	1,134	1,139	1,141	1,133	1,133	1,133	1,133
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48	-0,492	-0,492	-0,492	-0,492
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	-0,488	-0,486	-0,489	-0,48	-0,49	-0,49	-0,49	-0,48	-0,492	-0,492	-0,492	-0,492
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)	-1,613	-1,611	-1,614	-1,61	-1,61	-1,62	-1,61	-1,61	-1,617	-1,617	-1,617	-1,617
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,14	1,14	1,14	1,14	1,14	1,13	1,14	1,14	1,133	1,133	1,133	1,133
Comptes sur livret	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75	1,750	1,750	1,750	1,750
Taux débiteurs	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14	7.0/14
EONIA	-0,363	-0,361	-0,364	-0,360	-0,361	-0,366	-0,361	-0,359	-0,367	-0,367	-0,367	-0,367
Prêt Marginal	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250
EURIBOR 1 mois	-0,371	-0,370	-0,370	-0,370	-0,371	-0,370	-0,369	-0,367	-0,366	-0,368	-0,367	-0,367
EURIBOR 6 mois	-0,270	-0,268	-0,269	-0,267	-0,268	-0,264	-0,257	-0,241	-0,236	-0,232	-0,230	-0,231
EURIBOR 12 mois	-0,188	-0,182	-0,180	-0,169	-0,166	-0,154	-0,147	-0,128	-0,116	-0,109	-0,109	-0,112

* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0] %. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

Source : BCC

A7 : Les cours de change de quelques devises par rapport au Franc comorien

Période	USD	JPY	GBP	CHF	CAD	ZAR	CNY	SAR	TZS	MGA	MUR	AED
	Etats-unis	Japon	Angleterre	Suisse	Canada	Afrique du Sud	Chine	Arabie Saoudite	Tanzanie	Madagascar	Maurice	Emirats Arabes Unis
Déc-17	415,659	3,680	557,296	420,627	325,566	31,699	63,036	110,850	0,185	0,129	12,283	113,189
Janv-18	403,340	3,637	556,981	419,674	324,405	33,033	62,753	107,538	0,180	0,124	12,225	109,809
Févr-18	398,422	3,690	556,393	426,147	316,886	33,682	63,013	106,285	0,177	0,126	12,124	108,528
Mars-18	398,810	3,760	557,276	421,060	308,588	33,648	63,089	106,328	0,177	0,128	11,944	108,591
Avr-18	400,700	3,723	564,168	413,804	314,911	33,074	63,596	106,941	0,177	0,125	11,780	109,198
Mai-18	416,537	3,797	560,802	417,724	323,744	33,206	65,345	111,137	0,183	0,128	12,014	113,483
Juin-18	421,290	3,828	559,790	425,507	321,004	31,708	65,158	112,340	0,185	0,126	12,187	114,710
Juil-18	421,071	3,777	554,447	423,331	320,416	31,448	62,653	112,314	0,185	0,126	12,242	114,684
Août-18	426,026	3,838	548,547	431,087	326,629	30,253	62,205	113,548	0,186	0,132	12,344	115,944
Sept-18	421,992	3,769	551,045	435,926	323,444	28,570	59,894	112,486	0,185	0,125	12,278	114,860
Oct-18	428,405	3,796	557,321	431,052	329,510	29,532	61,898	114,204	0,187	0,124	12,410	116,621
Nov-18	432,820	3,820	558,341	432,431	328,021	30,735	62,370	115,438	0,192	0,136	12,498	117,826
Déc-18	432,069	3,851	547,857	435,577	321,607	30,317	62,729	115,289	0,188	0,122	12,568	117,722
Jan-2019	430,940	3,957	65,897	47,911	555,360	435,495	323,762	307,977	31,114	63,480	114,858	115,225
Fév-2019	433,399	20,104	65,924	46,863	563,797	432,783	328,100	309,517	31,368	64,324	115,778	116,490
Mars-2019	435,282	3,915	65,925	46,856	573,241	434,569	325,722	308,277	30,275	64,846	116,137	113,451
Avril-2019	437,730	3,921	65,902	46,939	570,695	434,424	327,159	311,490	30,959	65,175	116,767	112,377

Sources : Banque de France, BCC